

coallia⁷

pour l'insertion, vers l'autonomie

Dimensions HUMAINES

LE MAGAZINE DE COALLIA N° 8 | DÉCEMBRE 2019

ÉVÈNEMENT

Solidarité internationale : 10 ans de soutien !

SUR LE TERRAIN

*Réfugiés : un emploi
pour un nouveau départ*

ON EN PARLE

*Risques psychosociaux :
la parole aux salariés*

LE POINT SUR...

*Maître-esse de maison,
un métier à découvrir*

SOLIDARITÉ, HUMANISME, OUVERTURE



PAGES 4 ET 5
ÉVÉNEMENT

Solidarité internationale : 10 ans d'engagement !



PAGES 6 À 8
SUR LE TERRAIN

Réfugiés : un emploi pour un nouveau départ



PAGE 9
ON EN PARLE

Risques psychosociaux : la parole aux salariés



PAGE 10
LE POINT SUR...

Maître-sse de maison : un métier à découvrir



PAGE 11
LES PETITES GAZETTES

La Vie en mauve, le film !



PAGE 12
EN IMAGES

Journées professionnelles : un temps pour le partage et la réflexion

De belles histoires à partager

Pour ce numéro de fin d'année, nous vous offrons de belles histoires, de belles histoires vraies.

Grâce au soutien qu'elle apporte aux projets de solidarité internationale développés par ses résidents, Coallia contribue à offrir du mobilier et des jeux éducatifs dans les écoles des enfants de Tombouctou, ou encore une eau potable de qualité aux habitants des villages maliens de Mountan Kagoro et Guessebine. Ces histoires sont émouvantes, bien sûr. Elles démontrent aussi l'implication de Coallia pour aider celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Agir en faveur de celles et ceux qui en ont le plus besoin, c'est aussi agir pour l'intégration des réfugiés : par le logement, l'emploi, la formation, nos équipes activent tous les leviers pour accompagner cette population qui reste vulnérable vers une nouvelle vie. En témoigne l'histoire d'Ehad, ancien demandeur d'asile syrien, aujourd'hui salarié de Coallia. Le délicat et important sujet de l'intégration a d'ailleurs fait l'objet d'une de nos journées professionnelles, dont un aperçu figure en dernière page.

Vous trouverez également dans ce numéro un témoignage d'une salariée sur la prévention des risques psychosociaux, la présentation du métier de maître-sse de maison ainsi que celle d'un film sur l'accueil de jour pour personnes en perte d'autonomie ou atteintes de pathologies réalisés par l'équipe médico-sociale.

Voici donc un numéro riche qui met en lumière une valeur fondamentale prônée par Coallia : le vivre-ensemble.

Je vous souhaite une bonne lecture et de belles fêtes de fin d'année.



Arnaud Richard,
Directeur général

Dimensions HUMAINES - Le magazine de Coallia - ISSN : 2431-7055

Directeur de publication : Arnaud Richard - Responsable de rédaction : Déborah Poulvelarie

Ont participé à la rédaction de ce numéro : Pierre Hunault, Julia Jeanson, Ghislaine Moreau, Philippe Perales, Christelle Pique, Fatimata Sall, Valérie Tétu. Photo de couverture : Coallia

Imprimé à 6000 exemplaires par l'imprimerie Eaux Claires/Notre Dame (Isère) - Maquette et mise en pages : www.caramel-et-paprika.fr

Contact : La Lettre de Coallia - 16-18 cour Saint Eloi - 75592 Paris cedex 12 - www.coallia.org

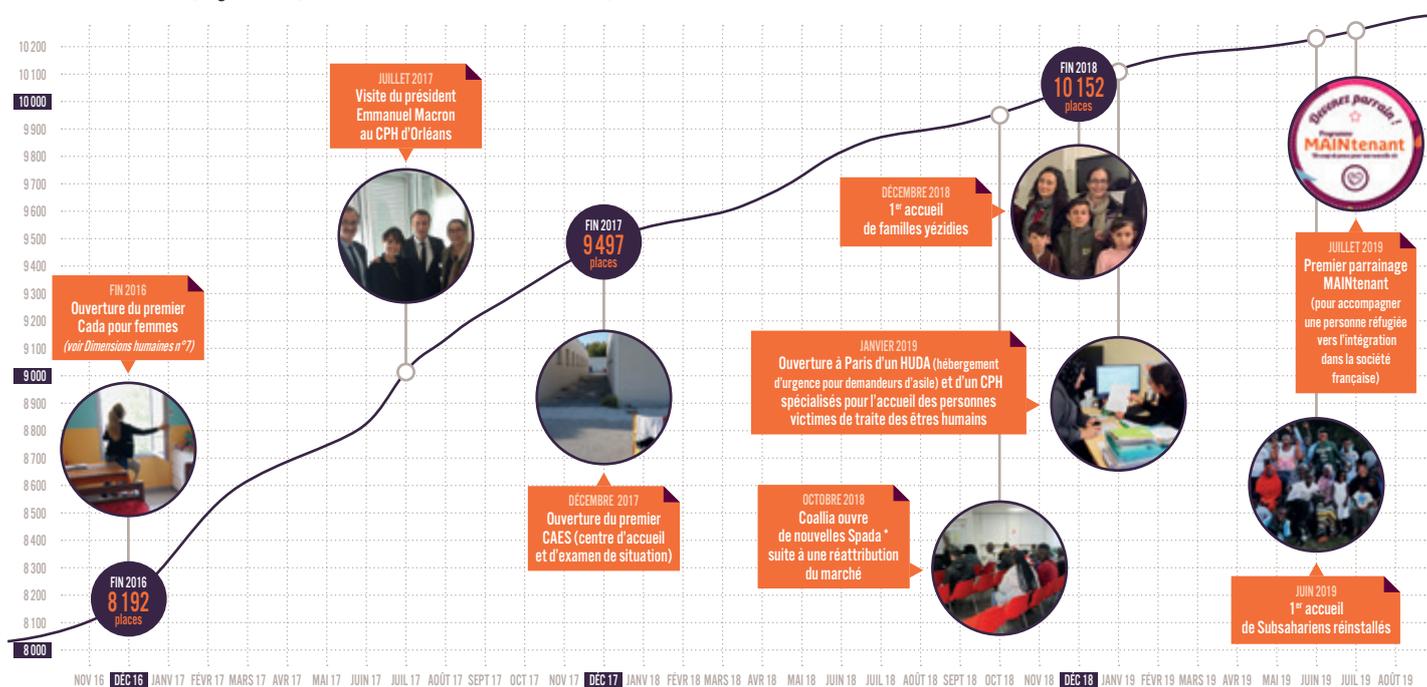
Tél. 01 53 46 38 13 - Fax 01 53 46 39 00 - courriel : lalettre@coallia.org

DEMANDE D'ASILE

L'engagement de Coallia au service des demandeurs d'asile et bénéficiaires d'une protection internationale

Avec une capacité totale de 10152 places et 20 structures de premier accueil des demandeurs d'asile (Spada), Coallia est aujourd'hui le principal acteur associatif de la demande d'asile en France. Ce métier historique de l'association – elle a accueilli ses premiers réfugiés arrivés du sud-est asiatique en 1975 – connaît un développement régulier et important depuis plusieurs années, au rythme de l'augmentation de la demande d'asile dans notre pays.

L'augmentation de la demande se double en effet d'une diversification des dispositifs, du premier accueil à l'hébergement et l'accompagnement dans la procédure de demande d'asile, et d'une complexification croissante des enjeux liés à l'accompagnement social. La mise en œuvre de la Loi du 10 septembre 2018 a ainsi constitué un défi dans l'accompagnement social et administratif de personnes déjà fragilisées par une histoire et un parcours d'exil éprouvants. Avec les centres provisoires d'hébergement (CPH) pour bénéficiaires d'une protection internationale et les dispositifs d'insertion qui leur sont dédiés (voir p. 6 à 8), Coallia est également un acteur essentiel de l'intégration de ce public dans la société et s'honore d'accompagner ces femmes et ces hommes dans leur parcours.



* Spada : structures de premier accueil des demandeurs d'asile

ACTUALITÉS

AMBOISE (37)

Coallia, nouveau référent RSA à Amboise

Depuis mars, Coallia est le nouveau référent RSA du secteur d'Amboise (Indre-et-Loire). L'association accompagne ainsi les familles bénéficiaires d'une protection internationale dans leurs démarches administratives, l'ouverture de droits sociaux et l'accès à la formation et à l'emploi. Il peut s'agir de démarches administratives liées à l'état civil auprès de l'Ofpra, de demandes de réunification familiale, mais aussi de reconnaissance du permis B ou de diplômes étrangers.

Pour ce public, fortement fragilisé par le parcours migratoire, la gestion des stress post-traumatiques et la dimension interculturelle sont des facteurs essentiels à prendre en compte pour apporter le meilleur accompagnement possible. Un accompagnement lui-même primordial pour favoriser l'intégration et soutenir un nouveau projet de vie en France, garant d'une intégration réussie.





CODÉVELOPPEMENT

Solidarité internationale : 10 ans d'engagement !

Depuis 10 ans, Coallia soutient les projets de solidarité internationale de ses résidents. 76 projets ont ainsi pu se concrétiser, principalement axés sur l'éducation, la formation professionnelle, la santé, l'accès à l'eau, l'assainissement et l'énergie. Tous lancés par des résidents de foyers de travailleurs migrants et résidences sociales, viviers de solidarité.

Traiter du programme de solidarité internationale de Coallia nécessite de convoquer un peu d'histoire. Celle notamment de la création de l'association, en 1962, dont l'objet était l'accueil et la formation des travailleurs migrants en France. Ceci, dans l'optique d'un transfert de compétences pour le développement et l'amélioration des conditions de vie dans les pays d'origine.

Bien que l'activité de Coallia ait considérablement évolué depuis sa genèse, de la réécriture du projet associatif en 2007 a émergé l'idée de codéveloppement. Une

démarche matérialisée par un programme annuellement reconduit de cofinancement de projets portés par les résidents, pour leurs familles restées au pays.

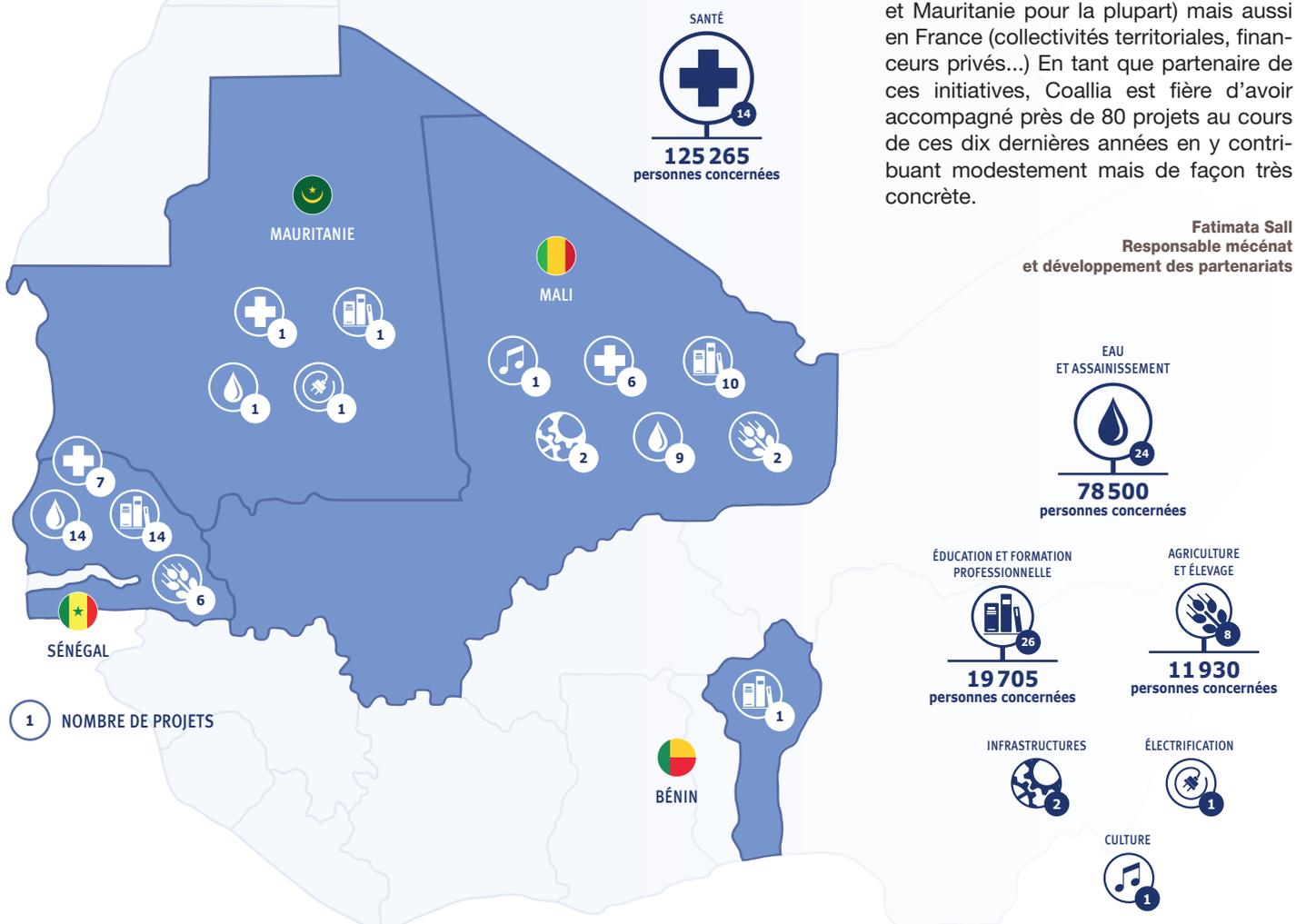
Un autre regard sur la relation avec les résidents

Le programme de solidarité internationale de Coallia induit un autre regard sur la relation avec ses résidents. C'est une façon de reconnaître les préoccupations profondes de ces personnes avec leurs difficultés propres et les réalités auxquelles ils font face.

Mais le point cardinal de ce programme, ce sont les initiatives des résidents qui développent et proposent des réponses concrètes aux problèmes liés à la vie quotidienne de leur famille restée au pays. Le manque d'accès aux services de base dans des communautés rurales souvent très enclavées les conduit à se mobiliser autour des solutions les plus pertinentes.

C'est pourquoi le cofinancement de projets d'aménagement local constitue l'essentiel des sollicitations des associations de migrants. Quel qu'en soit le domaine : accès à l'eau, aménagements maraîchers, constructions d'écoles, développement de postes de santé, la mise en œuvre des projets repose toujours sur un partenariat constitué d'organisations intervenant dans les pays d'origine (Mali, Sénégal et Mauritanie pour la plupart) mais aussi en France (collectivités territoriales, financeurs privés...) En tant que partenaire de ces initiatives, Coallia est fière d'avoir accompagné près de 80 projets au cours de ces dix dernières années en y contribuant modestement mais de façon très concrète.

76 projets cofinancés depuis 2009 dans 4 pays et 7 domaines d'intervention



Fatimata Sall
Responsable mécénat
et développement des partenariats

Derrière chaque projet, *des personnes et des parcours de vie uniques*

En 10 ans, près de trois cent projets ont été présentés, certains plus atypiques que d'autres. Coallia a également vu des conflits émerger, les besoins évoluer, les cofinancements se raréfier. Ce qui n'a pas varié, c'est l'implication et la détermination inconditionnelle des porteurs de projets pour contribuer à améliorer la vie des bénéficiaires. Un engagement qui fait écho à celui de Coallia qui, depuis maintenant plus de 50 ans, œuvre pour l'accès à l'autonomie des personnes. Retour sur 2 projets marquants.



À Tombouctou, les enfants sont de retour à l'école

En 2011, lorsque l'association Asmali contacte Coallia pour le cofinancement d'un projet d'équipement de huit écoles maternelles, en partenariat avec le Centre d'animations pédagogiques de la ville de Tombouctou au Mali, rien ne présageait le conflit armé qui allait suivre quelques mois plus tard. Malgré ce contexte difficile, l'impossibilité d'intervenir pendant une longue période et la destruction de certaines écoles, le projet a pu être mis en œuvre grâce à la détermination de l'association Asmali, de sa présidente Joëlle De Uffredi, de ses partenaires et de toutes les personnes impliquées dans le projet au Mali.

Les actions prévues ont *in fine* été mises en œuvre en trois phases. Plus de 500 kilos de fournitures et de matériel éducatif ont été acheminés dans les huit écoles concernées. Ces dernières ont également été équipées de mobilier fabriqué par des artisans locaux (petites tables et chaises, tableaux noirs, armoires).

Dans la continuité de cette action, l'association Asmali a accueilli, en avril 2019, Salma, Directrice référente des huit écoles maternelles publiques de la ville de Tombouctou, et son équipe pédagogique, pour un stage de cinq semaines au sein d'une école maternelle en Rhône-Alpes, dans le cadre d'un programme d'échange de compétences. De retour au Mali, Salma a pu à son tour transmettre le fruit de ces échanges à ses collègues qui mettront à profit ce savoir partagé au service des enfants scolarisés de Tombouctou.



◀ Restauration des tableaux dans un des 8 jardins d'enfants de Tombouctou, en 2011.



▶ Salma, Directrice référente des huit écoles maternelles publiques de Tombouctou pendant un stage en France en avril 2019.



L'eau comme outil de coopération entre deux villages

Soutenue par Coallia dès 2011, la réalisation du système d'adduction d'eau potable des villages de Mountan Kagoro et Guessebine au Mali est un projet exemplaire de coopération et de mutualisation de moyens. En effet, c'est la convergence d'un besoin prégnant d'accès à l'eau et l'urgence d'une situation sanitaire marquée par la présence de maladies véhiculées par une eau inefficacement traitée, qui pousse les ressortissants de deux villages, résidant en France, à envisager conjointement des solutions d'assainissement. Ceci malgré une distance de 40 km entre les deux villages.

Grâce à l'énergie, à la mobilisation et la dynamique solidaire, les membres de l'association pour le développement intégré du village Mountan Kagoro et environnant (ADIME) et de l'association Comité villageois de développement de Guessebine (ACVDG), dont plusieurs sont résidents au foyer de travailleurs migrants Coallia de Rosny-sous-Bois (93), représentés par leurs présidents Materim Fofana et Fion Magassa, sont parvenus à faire aboutir ce projet complexe par la diversité des partenariats, son exigence technique et la nécessité de mobiliser plus de 340 000 euros.

Quatre ans après son lancement et la pose de 3640 mètres linéaires de réseau (branchements compris), l'installation de 11 bornes fontaines, 2 forages avec générateurs photovoltaïques, 2 réservoirs (40 m³ au sol et 30 m³ surélevés), l'installation a démarré dans les deux villages en 2014. Un comité de gestion assurant la bonne gouvernance du système est également en place. L'infrastructure a été inaugurée en mars 2015. À ce jour, près de 5000 personnes ont accès à une eau de qualité à Guessebine, Mountan Kagoro et ses environs.



Le système d'adduction d'eau potable de Mountan Kagoro et Guessebine au Mali est alimenté par générateur photovoltaïque.



Jeunes bénéficiaires d'une protection internationale en formation "Objectif emploi" au Cifa⁽¹⁾ de l'Yonne.

INTÉGRATION SOCIALE

Réfugiés : un emploi pour un nouveau départ

Ils étaient agriculteurs, ouvriers, artisans, commerçants, entrepreneurs, comptables, enseignants, médecins, militaires ou encore étudiants. Ils sont maintenant demandeurs d'asile ou bénéficiaires de la protection internationale et à la recherche d'une situation durable. Au-delà du logement, Coallia leur propose un parcours vers l'emploi et l'intégration sociale.

Charlotte sur la tête et tout sourire, ils présentent fièrement les beaux macarons qu'ils viennent de confectionner avec leur instructeur. Ces jeunes ne sont pas de simples apprentis mais des bénéficiaires d'une protection internationale engagés dans le projet *Objectif emploi* porté par le Cifa⁽¹⁾ de l'Yonne. En quatre mois, ils ont découvert et appréhendé les métiers de bouche afin de pouvoir s'y orienter voire s'y spécialiser.

"Trouver un emploi est le point clef de l'intégration sociale. Or, les demandeurs d'asile ou bénéficiaires d'une protection internationale cumulent des facteurs d'exclusion qui compliquent et repoussent les étapes de leur intégration, explique Ghislaine Moreau, Conseillère opérationnelle à la Direction de l'hébergement et du logement accompagné, la direction de l'ingénierie sociale de Coallia.

Outre la santé, le logement, la mobilité et les barrières sociales, linguistiques et culturelles, la vulnérabilité des réseaux, l'absence de reconnaissance des qualifications ou de l'expérience et la méconnaissance du marché du travail sont autant de barrières qu'il faut franchir si l'on veut réussir à se frayer un chemin vers l'emploi."

L'intervenant social doit donc dès que possible élaborer un parcours professionnel adapté, progressif et en continuité, impliquant la collaboration d'équipes pluridisciplinaires et le développement de partenariats réguliers. *"Il faut éviter l'écueil des stéréotypes, explique Aurélie Drobecq, Chef de service des Spada⁽²⁾ de l'Oise, de l'Aisne et la Somme. Malheureusement, trop souvent on constate que les femmes sont orientées d'office vers les emplois de femme de ménage,*

les hommes vers les emplois du BTP ou d'agent de sécurité, quelles que soient leur formation et leur expérience. C'est ainsi qu'une ancienne professeure d'université peut se voir proposer un poste de femme de ménage... Ces orientations, faute d'un accompagnement dédié, peuvent conduire au déclassement comme à la rupture du parcours professionnel."

"Or, une meilleure valorisation (équivalence, acquis au titre de l'expérience ou des études antérieures...) et la reconnaissance du capital de chacun favorisent l'accès à l'emploi plus qualifié, l'artisanat, la création ou la reprise d'une activité via un parcours de formation adapté, la reprise d'études ou l'accès à l'emploi direct", argumente Ghislaine Moreau. D'où la nécessité d'un accompagnement personnalisé : l'entretien diagnostique est systématique pour identifier le projet de



En décembre a démarré à Paris le projet "Sésame" pour former des bénéficiaires de la protection internationale au métier de commis de cuisine et les accompagner vers l'emploi. Avec le soutien financier de l'Etat, ses partenaires et le Fafih, il est porté par le Fafih/AKTO (Opco de l'industrie hôtelière) en partenariat avec Refugee Food Festival, le cabinet Envergure et Coallia et répond aux besoins en recrutement du secteur.

Avant l'obtention de la réponse de l'Ofpra, les demandeurs d'asile peuvent, s'ils le souhaitent, effectuer des missions de bénévolat auprès d'associations (ici, dans un centre Emmaüs à Salbris).



“ Pour les réfugiés, l'intégration en Europe prend du temps. Il faut vingt ans en moyenne pour que le taux d'emploi s'apparente à celui des familles locales. Tout l'enjeu des politiques publiques est de raccourcir ce temps. ”

Stefano Scarpetta,
directeur de l'emploi, du travail et des affaires sociales à l'OCDE.

vie et ses axes prioritaires en vue du plan d'action à court-terme (activité directe ?), à moyen/long-terme (besoin de formation, études, alternance... ?). Sont ainsi questionnées l'adéquation, la faisabilité et l'articulation du projet social et professionnel aux opportunités d'hébergement et de formation du bassin d'emploi. Les variables étant la composition familiale, la santé, l'âge, l'expérience, la maîtrise de la langue, les réseaux y compris personnels et le périmètre de mobilité.

Bien sûr, la question de la maîtrise de la langue est centrale : tout en veillant à l'entrée en formation à l'Ofii⁽³⁾ et ce quel que soit le nombre d'heures préconisées (50, 100 ou 200), outre le recours aux organisations bénévoles ou professionnelles qui animent les ateliers sociolinguistiques ou de français langue étrangère, il est possible de tirer profit, en complément, des technologies numériques nomades (applis, Mooc, sites ou plateformes dédiées). La maîtrise d'autres langues, de l'arabe comme de l'anglais, est une force pour l'accès à l'emploi dans des domaines comme l'industrie, le BTP, la métallurgie, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration ou encore l'informatique. Se créent alors des passerelles aussi solides et durables que possible avec les acteurs économiques du territoire parmi lesquels le service

public de l'emploi (SPE), les organismes de formation, les branches professionnelles, les réseaux d'employeurs y compris solidaires.

C'est ainsi que, dans l'Yonne, les besoins en bras de la filière viticole permettent, depuis juillet, de fournir un emploi saisonnier aux réfugiés qui seront ensuite formés à des métiers plus techniques et durables.

Via un partenariat avec la FDSEA et l'Anefa (Association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture), Coallia crée ainsi un nouveau débouché pour une partie des 117 réfugiés en recherche d'emploi.

“On travaille déjà avec les métiers de l'industrie depuis deux ans et ça marche bien. Certains de nos réfugiés ont obtenu des CDD et même des CDI grâce à l'apprentissage. Nous allons donc continuer à chercher de nouvelles filières, explique Frédérique Cogourdant, Directrice de l'unité territoriale de l'Yonne. Nous pourrions ainsi accompagner les réfugiés statutaires vers un emploi pour qu'ils puissent trouver un logement et avoir une belle vie en France, en intégration et pas seulement dans leur coin.”

Ghislaine Moreau
Conseillère opérationnelle
Déborah Poulvelarie
Responsable communication

REPÈRES

- > Coallia participe depuis 1975 au dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés (DNA), tant pour l'accueil des publics que pour la gestion de l'hébergement et de l'accompagnement en structure stable ou dans le cadre de dispositifs d'urgence.
- > La demande d'asile en France poursuit sa hausse, avec un niveau record pour la troisième année consécutive en 2018 (122 743 personnes, en hausse de près de 22 % par rapport à 2017).
- > Sur environ 9 000 migrants ou demandeurs d'asile accueillis par Coallia, entre 3 000 et 5 000 bénéficiaires de la protection internationale sont mis à l'abri, hébergés et/ou accompagnés chaque année.
- > Seuls les réfugiés, bénéficiaires de la protection internationale ou certains demandeurs d'asile (à partir du 7^e mois qui suit l'enregistrement de la demande par l'Ofpra, sous certaines conditions) sont autorisés à travailler.

(1) Cifa : centre interprofessionnel de formation d'apprentis – (2) Spada : structures de premier accueil des demandeurs d'asile
(3) Ofii : office français de l'immigration et de l'intégration



TÉMOIGNAGE

Ehad Al Naily, réfugié syrien, ancien résident de Coallia

Ehad Al Naily est aujourd'hui salarié de l'association en tant qu'intervenant d'action sociale à la Spada d'Orléans (45).

“ Je suis la preuve vivante que l'intégration des réfugiés est possible à condition de trouver les moyens et les aides nécessaires. ”



Je suis arrivé en France en 2015, suite à des persécutions dans mon pays d'origine, la Syrie. J'ai fui du fait de mon engagement en tant que militant des droits de l'homme. Dès mon arrivée en France, il m'est apparu logique et indispensable de trouver un emploi pour m'intégrer et gagner ma vie. Malgré mes diplômes supérieurs d'avocat en droit international (bac + 7), Pôle Emploi m'a tout de suite orienté vers d'autres horizons, par exemple la boulangerie. Mon épouse qui est juge de formation s'est vu, elle, proposer de travailler en tant que femme de ménage. C'était totalement incompatible avec nos formations professionnelles et initiales. Pôle Emploi n'ayant pas su m'aider pour que je puisse m'intégrer en tant qu'avocat, et pour ma survie, mon intégration et mon insertion, j'ai été bénévole dans plusieurs associations, notamment Coallia qui m'a tendu la main. J'étais résident au sein du CPH⁽¹⁾ d'Orléans lorsque l'on m'a proposé un poste au sein de l'association en tant qu'intervenant d'action sociale à la Spada d'Orléans.

Aujourd'hui, cela fait plus de 3 ans que j'exerce mon nouveau métier. J'ai également pu aider des réfugiés en qualité d'interprète auprès des premières familles syriennes réinstallées. Je suis bien placé pour témoigner de toutes les difficultés que peuvent rencontrer les demandeurs d'asile. Après avoir trouvé une solution concernant l'hébergement, les réfugiés qui arrivent en France ont besoin de soutien et d'accompagnement et cela commence par l'emploi, l'apprentissage de la langue française et l'équivalent de leurs diplômes.

Pour ma part, j'ai trouvé de l'aide et de l'appui auprès de mes collègues et de ma directrice d'unité territoriale qui ne cessent de m'encourager à donner le meilleur de moi-même. Ma cheffe de service m'a orienté vers un organisme de formation pour compléter mon cursus, et ainsi évoluer au sein de Coallia, qui aujourd'hui est devenu pour moi une deuxième famille. Aujourd'hui je suis naturalisé français et je suis la preuve vivante que l'intégration des réfugiés est possible, à condition de trouver les moyens et les aides nécessaires.

⁽¹⁾ CPH : centre provisoire d'hébergement

SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Risques psychosociaux : La parole aux salariés

Attentive aux conditions de travail de ses équipes, Coallia s'est engagée dans l'évaluation des risques psychosociaux (RPS) en 2018. Donnant la parole aux salariés sur différents aspects de leur travail, la démarche vise à établir un plan de prévention à l'échelle nationale.

Pilotée par la direction Qualité, Audit et Maîtrise des Risques et son service Santé, Sécurité au Travail (SST), l'évaluation des risques psychosociaux vise à mesurer les principaux facteurs de risque et à favoriser l'élaboration de plans d'action intégrant des mesures préventives et correctives au niveau national.

Ainsi, entre fin 2018 et début 2019, trente sessions d'évaluation ont été conduites par des animateurs, salariés de Coallia, sensibilisés à la question. Ces derniers sont allés à la rencontre de leurs collègues en Île-de-France et en province.

Autour des unités de travail que sont l'accueil, le service, les prestations techniques et l'accompagnement à la personne, l'évaluation a porté sur les quatre thématiques suivantes : les changements, les valeurs et exigences, les relations de travail, les contraintes et l'organisation du travail. Les données, anonymes, ont été synthétisées et communiqués à l'ensemble de l'association.

Reste désormais à intégrer ces éléments aux outils opérationnels. À cet effet, la campagne DUERP⁽¹⁾ 2019 a été mise à jour et tient désormais compte des principaux facteurs de risques. Des actions de prévention sont déjà menées localement à l'initiative des établissements. Le programme national de prévention sera révisé régulièrement, que ce soit lors des réunions de suivi (*revues de direction SST*) ou suite aux bilans annuels.

L'implication de chacun, corollaire du succès de la démarche

Une nouvelle campagne de prévention des risques a débuté en octobre 2019 avec des sessions d'évaluation qui accueilleront davantage de participants (30 % des effectifs) et une équipe d'animation renforcée. Un plus grand nombre de salariés pourra donc y participer, ce qui devrait amplifier le succès de l'opération.

Christelle Pique, Attachée de direction
Direction qualité, audit et maîtrise des risques
Fatimata Sall



TÉMOIGNAGE

Rencontre avec Valerie Têtu, nouvelle préventrice de la direction régionale Grand est.

Pourquoi cette évaluation RPS ?

Les enjeux de la prévention et de l'évaluation des risques psychosociaux sont évidents. Au-delà de la mise en conformité réglementaire, notre objectif au sein du service SST est de protéger la santé mentale et physique des salariés ainsi que leur qualité de vie au travail et de mettre en œuvre une démarche de prévention.

Comment avez-vous pris part à cette campagne ?

Après avoir été sensibilisée comme animatrice RPS, j'ai animé avec une collègue une évaluation dans les Hauts de France. Notre mission était d'aller à la rencontre nos collègues et de les accompagner. Notre première préoccupation a été de préserver l'anonymat des participants et d'assurer une bonne compréhension de la grille.

Après cette évaluation, quelles sont les actions mises en œuvre ?

Notre rôle a consisté à analyser les grilles d'évaluation pour permettre aux équipes d'intégrer, dans le document unique d'évaluation des risques professionnels, les risques psychosociaux les plus forts. La suite se déclinera par des plans d'action locaux et un plan national comprenant entre autres des mesures organisationnelles et des espaces d'échanges de pratiques.

L'ÉVALUATION EN CHIFFRES



⁽¹⁾ DUERP : document unique d'évaluation des risques professionnels

⁽²⁾ L'unité de travail *Accueil* regroupe les fonctions administratives et de l'accompagnement social



Les pensions de famille ont pour vocation de permettre une réadaptation à la vie sociale dans un environnement chaleureux et convivial.

HÉBERGEMENT SOCIAL

Maître-sse de maison : un métier à découvrir

Au croisement entre suivi social et animation, la profession de maître-esse de maison est la pierre angulaire des pensions de famille et des résidences accueil.

Il est 9 heures lorsque Apolline Caillet, Maître-sse de maison au sein de la pension de famille Henri Dunant à Notre-Dame de Gravenchon (76), ouvre la salle commune de son établissement. Un petit groupe de résidents attend déjà son arrivée pour échanger et démarrer la journée ensemble.

Si Apolline veille au bon fonctionnement de la structure et consacre du temps aux tâches administratives le matin, le cœur de sa mission se situe dans la prise en charge des résidents et dans la gestion des activités chaque après-midi.

Sa pension de famille héberge quatorze personnes isolées, fragilisées, âgées ou handicapées, aux parcours et aux besoins différents. Elle a la responsabilité de les fédérer autour des activités offertes et d'animer les ateliers qu'elle met en place afin de rompre l'isolement et de créer du lien. Elle propose un programme mensuel d'activités en extérieur ou en intérieur où chacun trouve sa place selon ses envies et ses possibilités. Ainsi les résidents participent à des sorties (pique-nique, marché, magasins...) et font des travaux manuels et artistiques (scrapbooking, décoration, jardinage, cuisine...). Appréciant particulièrement le contact humain,

elle a rapidement pris ses marques chez Coallia. Elle tire sa satisfaction des progrès que font les résidents. *«Je les aide à prendre confiance en eux et à rompre la solitude. C'est essentiel pour avancer.»* souligne-t-elle.

Pour sa part, après 28 ans dans la fonction publique, Stéphane Grandsire s'est tournée vers le secteur social. Elle a exercé durant 5 ans dans une pension de famille avant d'intégrer Coallia au sein d'un Samna (service d'accueil de mineurs non accompagnés) qui héberge une quarantaine de mineurs de 15 à 18 ans aux problématiques diverses. Elle est un point de repère pour les jeunes, assurant au quotidien le bon fonctionnement de l'établissement et la cohésion du groupe. Sa présence est rassurante.

Elle explique l'importance du travail collaboratif. *«Il ne faut pas attendre systématiquement des instructions, ce métier nous demande d'anticiper et de proposer des choses»*, insiste Stéphane. Sa porte est toujours ouverte aux jeunes, son expertise lui permet d'être à l'écoute et de conseiller chaque pensionnaire de la résidence, toujours en collaboration avec les éducateurs spécialisés, les infirmières et le chef de service.



REPÈRES

Les pensions de famille s'apparentent aux résidences sociales à ceci près que ce sont de petits établissements (30 places maximum). Elles proposent un logement pérenne à des personnes autonomes pour les actes de la vie quotidienne, mais dont la situation sociale ou psychologique rend difficile l'accès à un logement.

Elles sont nées d'un programme expérimental lancé en 1997 et pérennisé en 2002. Le but était de permettre aux personnes prises en charge une réadaptation à la vie sociale dans un environnement chaleureux et convivial, dans la perspective de leur faire retrouver tous les aspects de la citoyenneté.

Les résidences accueil, quant à elles, sont une forme spécifique de pension de famille. Elles accueillent des publics présentant des troubles psychiques, suffisamment stabilisés pour permettre une vie en semi-collectivité et une autonomie dans le logement. Des conventions de partenariat sont formalisées pour le suivi psychiatrique des résidents.

Coallia a ouvert ses premières pensions de famille à Sens (89) et à Maisons Alfort (94), en 2004. Aujourd'hui, Coallia compte 16 pensions de famille et 4 résidences accueil.



Pour les maîtres et les maîtresses de maison, assurer le quotidien ne suffit pas, il faut maintenant s'adapter au vieillissement du public. De nouveaux défis se présentent : comment garantir la même qualité d'accueil et d'accompagnement pour des résidents touchés par la dépendance liée à l'âge. Ces réflexions sont aujourd'hui au centre des préoccupations pour faire en sorte que ces séduisantes structures demeurent innovantes.

Philippe Perales
Service informatique
Julia Jeanson
Chargée de communication



La Vie en mauve, un espace d'expression et de partage, à découvrir sur la page Youtube de Coallia.



ACCUEIL MÉDICO SOCIAL

La Vie en mauve, le film !

A Paris, l'équipe médico-sociale de Coallia a réalisé un film qui présente et valorise l'accueil de jour pour personnes en perte d'autonomie et / ou atteintes de pathologies, ses missions et le travail de ses professionnelles. Un travail en partenariat avec l'équipe de l'établissement.

Ce matin, comme chaque jour, les arrivées à l'accueil de jour *La Vie en mauve* se succèdent. On se retrouve dans la joie autour du petit-déjeuner. Ça y est, tout le monde est arrivé, on regarde le film ?

Les applaudissements résonnent, le film a plu à tout le monde. *"Le film montre notre engagement. Voir les bénéficiaires en parler, c'est très réconfortant, on ne travaille pas pour rien. Il permet de comprendre ce qu'est un accueil de jour et ce que cela représente pour les personnes accueillies : un espace et des temps pour rompre l'isolement"*, explique Isabelle Many, infirmière référente. Une bénéficiaire confirme : *"Au début je ne voulais pas venir à l'accueil de jour, je ne comprenais pas l'intérêt (...) et puis je me suis fait des copines et aujourd'hui on ne veut plus en repartir (...), on est bien ici et l'on s'occupe très bien de nous !"*

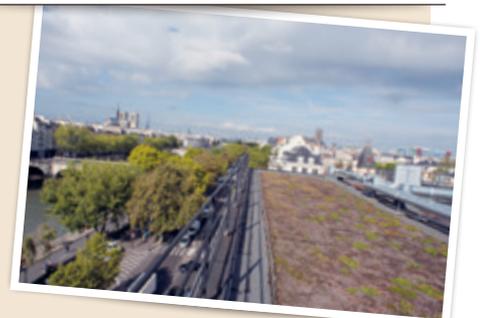
Chacun est valorisé dans son rôle. C'est le fil directeur que l'équipe s'était fixé pour ce projet : présenter le travail d'un accueil de jour sans avoir recours à un vocabu-

laire médical lié aux pathologies, à la maladie, au terme "Alzheimer". *"Renvoyer une image positive des personnes accueillies, de leur identité, être heureux ensemble en bénéficiant d'ateliers ludiques et stimulants"*, résume Nelly Barland, directrice de l'accueil de jour.

Ce film montre enfin le rôle important de l'accueil de jour, de l'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie qui favorise le maintien à domicile : *"Ici ce n'est pas un pied dans l'Ehpad, c'est tout le contraire, cela permet de rester le plus longtemps possible à la maison, entouré(e) de ses proches"*. L'accueil journalier permet ainsi aux aidants de dégager du temps pour leurs propres occupations. Isabelle, fille d'une personne accueillie, témoigne pour sa part des bénéfices apportés par la prise en soin. Le film se termine ainsi, dans une douce et bienveillante complicité fille/mère.

Pierre Hunault
Responsable développement
et communication du pôle Médico-social

EN BREF



Végétalisation de la résidence autonomie des Célestins à Paris

L'association *Les Jardiniers à vélo* végétalisera prochainement les toits de la résidence intergénérationnelle du quai des célestins (Paris 4^e) dans le cadre du projet *L'hôpital des plantes*.

C'est ainsi une surface de 350 m² qui est en préparation pour accueillir des végétaux rescapés, notamment des invendus, qui seront revendus après avoir été soignés. Ce projet inclut des ateliers permettant aux résident(e)s de participer aux activités de jardinage. Les associations *Les Jardiniers à vélo* et *Pépins productions* apporteront leur expertise en matière d'entretien des plantes et pourront confier aux résidents jardiniers volontaires des "missions de sauvetage" des plantes recueillies.

A VOIR

Le film est visible sur la page Youtube de Coallia



PLUS D'INFOS

Accueil de jour La vie en mauve
10 rue Annie Girardot, 75013 PARIS
Tél. : 01 44 16 16 44
accueildejour.lavieenmauve@coallia.org



JOURNÉES PROFESSIONNELLES : UN TEMPS POUR LE PARTAGE ET LA RÉFLEXION

Trois journées professionnelles thématiques ont rassemblé les équipes de Coallia depuis la rentrée : une autour du logement accompagné (avec un focus sur la communication vers les résidents), l'autre autour de la demande d'asile (*La loi du 10 septembre 2018, un an après*) et enfin une troisième sur le thème de l'intégration (*Réussir l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale*).

Avec des personnalités comme Alain Régnier, Délégué interministériel à l'accueil et l'intégration des réfugiés (DiAir), Raphaël Sodini, Directeur de l'asile à la DGEF⁽¹⁾, Didier Leschi, Directeur général de l'Ofii⁽²⁾, Nathalie Hayashi, Directrice de l'asile de l'Ofii, Sophie Pegliasco, Directrice de cabinet de l'Ofpra, Franck Albert, Directeur de la communication de Nantes Métropole Habitat, les présentations et discussions ont permis de partager les actualités du métier mais aussi les expériences et les questionnements. Ces rassemblements, toujours très appréciés de leurs participants, sont essentiels pour maintenir une cohésion et une culture commune au sein des différents métiers de l'association et nous permettre, ensemble, de construire les actions de demain.



⁽¹⁾ DGEF : direction générale des étrangers en France - ⁽²⁾ Ofii : office français de l'immigration et de l'intégration